

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C — 2014/29170]

18 DECEMBRE 2013. — Décret-programme portant diverses mesures relatives aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, à la Culture, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, à l'Agence d'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, aux Bâtiments scolaires et à la Recherche

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française*

Article 1^{er}. Les points 17 et 53 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française sont modifiés selon le tableau joint en annexe 1 du présent décret.

TITRE II. — Dispositions relatives à la Culture

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité.*

Art. 2. L'article 49 du décret relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité est remplacé par la disposition suivante :

“Les Centres d'expression et de créativité, les Fédérations de Centres d'expression et de créativité et les Fédérations de pratiques artistiques en amateur bénéficiant pour la première fois en 2009 de la subvention supplémentaire à l'emploi visée aux articles 30, 2, 31, 2 et 32, 2, disposent d'une période transitoire de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2009, pour appliquer l'article 13, alinéa 2 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.”

Dans le cadre de la période transitoire visée à l'alinéa 1^{er}, et faute de convention collective au sein de la sous-commission paritaire n329.02, pour les emplois subventionnés en application des articles 30, 2, 31, 2 et 32, 2, les associations sont tenues d'appliquer en 2012, 2013 et en 2014, un minimum de 87 % des barèmes à 100 % tels que repris à l'annexe 2 de la convention collective du 16 septembre 2002, conclue au sein de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel, définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Région wallonne : les Entreprises de Formation par le Travail, les Organismes d'Insertion socioprofessionnelle, les Centres régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, les Missions régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de Réadaptation professionnelle agréés par l'Agence wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées.

Cette dérogation ne s'applique que dans l'hypothèse où le montant de la subvention susvisée, ajouté à la rémunération du personnel concerné, serait insuffisant pour atteindre les barèmes visés à l'article 13 alinéa 2 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.”

Art. 3. L'alinéa premier de l'article 51 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité est remplacé par la disposition suivante :

“Dans l'attente des décisions sur les demandes de reconnaissance, les associations déjà subventionnées en tant que Centre d'expression et de créativité avant l'entrée en vigueur du présent décret continuent de bénéficier du montant de la subvention de fonctionnement et d'animation reçue lors de l'exercice civil précédent l'entrée en vigueur du présent décret, indexée selon l'indice santé, pendant une durée de 8 ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, pour autant qu'elles déposent annuellement leur rapport d'activités pour le 31 mars et leurs comptes au plus tard le 30 juin de chaque année de la période transitoire et pour autant que leur volume d'activités ne diminue pas de manière significative”.

TITRE III. — Dispositions relatives à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 4. Dans l'article 3, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié par les décrets du 12 juillet 2001, du 17 décembre 2009, du 15 décembre 2010, du 12 juillet 2012 et du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots “Le solde positif des dotations des années antérieures (réserves) peut être utilisé pour des travaux économiseurs d'énergie dont le montant est inférieur à 250.000 EUR. Les travaux d'un montant supérieur à 250.000 e seront soumis à l'approbation du Gouvernement.” sont ajoutés après les mots “à l'obligation scolaire.”

2. l'alinéa 5, 2, c) est remplacé par ce qui suit :

“c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux dotations forfaitaires de l'année civile 2012 une indexation de 0 %;

3. à l'alinéa 7, le 12 est remplacé par ce qui suit :

“12 en 2014 de 0 % pour toutes les écoles et implantations concernées par le présent article.”

4. l'alinéa 7 est complété par un 13 libellé comme suit :

“13 en 2015 de :

a) 1,9733 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations :

des classes numérotées de 1 à 3a conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9480 % d'augmentation;

de la classe numérotée 13 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9833 % d'augmentation;

de la classe numérotée 14 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9876 % d'augmentation;

de la classe numérotée 15 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9919 % d'augmentation;

de la classe numérotée 16 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9962 % d'augmentation;

de la classe numérotée 17 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0006 % d'augmentation;

de la classe numérotée 18 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0049 % d'augmentation;

de la classe numérotée 19 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0093 % d'augmentation;

de la classe numérotée 20 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0137 % d'augmentation;

b) 1,8410 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations :

des classes numérotées de 1 à 3a conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8223 % d'augmentation;

de la classe numérotée 13 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8503 % d'augmentation;

de la classe numérotée 14 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8543 % d'augmentation;

de la classe numérotée 15 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8583 % d'augmentation;

de la classe numérotée 16 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8624 % d'augmentation;

de la classe numérotée 17 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8665 % d'augmentation;

de la classe numérotée 18 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8705 % d'augmentation;

de la classe numérotée 19 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8746 % d'augmentation;

de la classe numérotée 20 conformément à l'article 4, alinéa 5 du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8788 % d'augmentation."

5. l'alinéa 8, c) est remplacé par ce qui suit :

"c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux augmentations de l'année 2012 une indexation de 0 %;"

Art. 5. Les alinéas 1^{er} et 2 du § 3bis de l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont remplacés par les alinéas suivants :

"Chaque établissement reçoit 75 % de la dotation forfaitaire établie conformément au § 3. Pour l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire ordinaires et spécialisés, une partie du solde est répartie par application d'un mécanisme de différenciation conformément au décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire ordinaires et spécialisés et le reste, augmenté du prélèvement de 14 % visé à l'article 18, § 1^{er}, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire est réparti par le Gouvernement selon la procédure et les critères fixés à l'alinéa 2 entre l'ensemble des établissements d'enseignement fondamental et secondaire ordinaires et spécialisés. Pour l'enseignement de promotion sociale, le solde est réparti par le Gouvernement selon la procédure et les critères fixés à l'alinéa 2 entre l'ensemble des établissements d'enseignement de promotion sociale.

Pour les répartitions visées à l'alinéa 1^{er}, tant en ce qui concerne les établissements d'enseignement fondamental et secondaire ordinaires et spécialisés que pour les établissements d'enseignement de promotion sociale, le Gouvernement se fonde sur les propositions du Service général de l'Enseignement de la Communauté française. Ces propositions visent, en fonction des moyens disponibles, à répondre aux demandes des chefs d'établissements dûment motivées sur base d'un ou plusieurs des critères suivants :

- a) le nombre ou la situation particulière des membres du personnel ouvrier ou de maîtrise;
- b) les besoins énergétiques;
- c) la spécificité de certaines options nécessitant des moyens de fonctionnement particulièrement importants;
- d) des locaux et/ou superficies surdimensionnés par rapport à la population scolaire;
- e) la situation budgétaire et/ou financière;
- f) des situations ponctuelles relevant de circonstances exceptionnelles ou de force majeure.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en 2014, chaque établissement reçoit 70,95 % de la dotation forfaitaire établie conformément au § 3 et 4,05 % restent acquis au Trésor.

Il est prélevé un montant de 20.573,18 EUR par membre du personnel ouvrier ou de maîtrise, en ce compris les préparateurs, nommés à titre définitif et affectés à l'établissement. Ce montant est réduit à due concurrence en cas d'absence ou de maladie de plus d'un mois du membre du personnel pendant l'année civile en cours ou au prorata en cas de nomination à titre définitif à mi-temps. Ce montant est indexé annuellement sur l'indice des prix à la consommation défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays."

Art. 6. Dans l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié par les décrets du 12 juillet 2001, du 17 décembre 2009, du 15 décembre 2010, du 12 juillet 2012 et du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1. Le 2^e alinéa est remplacé par un alinéa libellé comme suit :

Ce droit d'inscription se calcule comme suit :

1. Une partie fixe se montant à :

- a) au 1^{er} septembre 2013, 20, 75 euros;
- b) à partir du 1^{er} septembre 2014, 25 euros;

2. Une partie calculée en fonction du nombre de périodes de 50 minutes sur laquelle porte l'inscription :

a) Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale :

- au 1^{er} septembre 2013 : 0,19 euro par période de 50 minutes jusqu'à la 800^e période. Au-delà, aucun droit d'inscription n'est perçu;

- à partir du 1^{er} septembre 2014 : 0,22 euro par période de 50 minutes jusqu'à la 800^e période. Au-delà, aucun droit d'inscription n'est perçu;

b) Dans l'enseignement supérieur de promotion sociale :

- au 1^{er} septembre 2013 : 0,29 euro par période de 50 minutes jusqu'à la 750^e période. Au-delà, aucun droit d'inscription n'est perçu;

- A partir du 1^{er} septembre 2014 : 0,35 euro par période de 50 minutes jusqu'à la 800^e période. Au-delà, aucun droit d'inscription n'est perçu.

2. Dans le 7^e alinéa, " 2012 " est remplacé " 2014 ".

Art. 7. Dans l'article 32, § 2, de la même loi, tel que modifié en les décrets du 12 juillet 2001, du 17 décembre 2009, du 12 juillet 2012 et du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans l'alinéa 2, la disposition " -- Pour l'année 2014 : 117.379.363, 44 _ " est remplacée par ce qui suit :

"-- Pour l'année 2014 : 109.854.214,59 euros.

à partir de l'année 2015 : 117.379.363, 44 euros"

2. l'alinéa 7, c) est remplacé par ce qui suit :

"c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux montants de l'année 2012 une indexation de 0 %;"

3. l'alinéa 8, c) est remplacé par ce qui suit :

"c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux montants de l'année 2012 une indexation de 0 %;"

Art. 8. Dans l'article 34, alinéa 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié par les décrets 12 juillet 2001, du 17 décembre 2009, du 12 juillet 2012 et du 17 juillet 2013, les mots "- 20.148.785,69 _ pour l'année 2014" sont remplacés par ce qui suit :

"-18.806.166,33 _ pour l'année 2014;

— 20.148.785,69 _ à partir de l'année 2015.""

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant l'Arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux*

Art. 9. Dans l'article 52 de l'Arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, le point c) du dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

"c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux montants de l'année 2012 une indexation de 0 %;"

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives*

Art. 10. L'article 56, c) du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, est remplacé par ce qui suit :

"c) pour l'année civile 2013, en appliquant au montant de l'année 2012 une indexation de 0 %;"

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant le décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire*

Art. 11. A l'article 18, § 1^{er}, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, tel que modifié par les décrets du 17 décembre 2009, du 12 juillet 2012 et du 17 juillet 2013 sont apportées les modifications suivantes :

1. les mots " pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014" sont remplacés par les mots "pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015";

2. le 1^{er} tiret, c) est remplacé par ce qui suit :

"c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux dotations de l'année 2012 une indexation de 0 %;

3. deux alinéas libellés comme suit sont ajoutés :

"par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en 2014, les dotations budgétaires sont réduites de 4,05 % du montant des dotations budgétaires calculées conformément à l'alinéa 1^{er}, 1^{er} tiret. Pour les années 2015 et suivantes, les dotations budgétaires sont calculées sans tenir compte de la réduction de 4,05 % en 2014;

En 2014 et 2015, 14 % des dotations budgétaires calculées selon les alinéas 1^{er} et 2 sont prélevés et redistribués entre établissements conformément aux alinéas 1 et 2 du § 3bis de l'article 3 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement."

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant le décret du 12 juillet 2001 relatif à la prise en compte de l'organisation de cours philosophiques dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés*

Art. 12. Dans l'article 2 du décret du 12 juillet 2001 relatif à la prise en compte de l'organisation des cours philosophiques dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionné, les mots " 7.350.043,01 euros en 2014 " sont remplacés par ce qui suit :

"6.860.263,95 euros en 2014;

7.350.043,01 euros à partir de 2015".

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel*

Art. 13. A l'article 12 du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, le § 3 est remplacé par ce qui suit :

" § 3. Les imputations visées au § 1^{er} doivent se faire au plus tard sur les dotations ou subventions dues pour la deuxième année scolaire qui suit celle qui a généré les frais de transport. En cas de dépassement du pourcentage prévu par le paragraphe 4, les charges financières résultant des remboursements :

a) aux chefs d'établissements visés au § 1^{er} sont imputées, en fonction des moyens disponibles, sur le total mutualisé du solde visé au § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3 de l'ensemble des dotations de fonctionnement déterminées conformément au § 2;

b) aux pouvoirs organisateurs visés au § 1^{er} des subventions sont imputées, en fonction des moyens disponibles, sur le total mutualisé du solde visé au § 1^{er}, alinéas 2 et 4 de l'ensemble des subventions de fonctionnement déterminées conformément au § 2. "

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant le décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire.*

Art. 14. Dans l'article 24 du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire, le troisième alinéa, a), est remplacé par ce qui suit :

" Par dérogation à l'alinéa 2 :

a) pour l'année civile 2013, en appliquant au montant de l'année 2012 une indexation de 0 %;

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

Art. 15. Dans l'article 110, § 1^{er}, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, l'alinéa 2, c) est remplacé par ce qui suit :

"c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux montants de l'année 2012 une indexation de 0 %;"

CHAPITRE IX. — *Disposition modifiant le décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant.*

Art. 16. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant est complété par un 4 libellé comme suit :

"4) 7.147.000 euros pour 2014."

CHAPITRE X. — *Disposition modifiant le décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention*

Art. 17. A l'article 9 du décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention, les mots "au 1^{er} septembre 2014" sont remplacés par les mots "au 1^{er} janvier 2015".

CHAPITRE XI. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

Art. 18. Dans l'article 6, § 3, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, l'alinéa 1^{er}, c) est remplacé par ce qui suit :

"c) pour l'année civile 2013, en appliquant au montant de l'année 2012 une indexation de 0 %; "

Art. 19. Dans l'article 7, § 3, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, l'alinéa 1^{er}, c) est remplacé par ce qui suit :

"c) pour l'année civile 2013, en appliquant au montant de l'année 2012 une indexation de 0 %; "

TITRE IV. — Dispositions relatives à l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 20. Dans l'article 22 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié, les mots " 664.687 euros. " sont remplacés par les mots " 663.801 euros. "

TITRE V. — Dispositions relatives au financement de l'Enseignement supérieur universitaire et non universitaire**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires**

Art. 21. Dans l'article 29, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots " 109.767.776 euros " sont remplacés par les mots " 109.746.039 euros ";
2. dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots " 324.521.372 euros " sont remplacés par les mots " 324.457.107 euros ".

3. dans le § 7, les mots " 2024 " et " 2025 à 2026 " sont respectivement remplacés par les mots " 2025 " et " 2026 à 2027 ", et à la dernière phrase de l'alinéa 1^{er} les mots " , et l'augmentation annuelle pour l'année budgétaire 2013 est de zéro euro. " sont remplacés par les mots " , et les augmentations annuelles pour les années budgétaires 2013 et 2014 sont de zéro euro. ".

Art. 22. Dans l'article 32bis, alinéa 1^{er}, de la même loi, tel que modifié, les mots " 8.407.375 euros " sont remplacés par les mots " 8.405.710 euros ".

Art. 23. Dans l'article 35, alinéa 1^{er}, 2, de la même loi, inséré par le décret du 19 mai 2004 et tel que modifié, les mots " de 4.887.021 euros " sont remplacés par les mots " 4.886.054 euros ".

Art. 24. Dans l'article 35bis, alinéa 1^{er}, 2, de la même loi, inséré par le décret du 13 décembre 2007 et tel que modifié, les mots " 3.125.627 euros " sont remplacés par les mots " 3.125.008 euros ".

Art. 25. Dans l'article 35ter, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009 et tel que modifié, les modifications sont apportées :

1. au point 2, les mots " 3.023.416 euros " sont remplacés par les mots " 3.022.817 euros ";
2. au point 3, les mots " 2.483.386 euros " sont remplacés par les mots " 2.482.895 euros ".

Art. 26. Dans l'article 35quater, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009 et tel que modifié, les modifications sont apportées :

1. au point 2, les mots " 2.355.645 euros " sont remplacés par les mots " 2.355.178 euros ";
2. au point 3, les mots " 3.033.915 euros " sont remplacés par les mots " 3.033.315 euros ".

Art. 27. Dans l'article 35quinquies, alinéa 1^{er}, 2, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009 et tel que modifié, les mots " 2.269.327 euros " sont remplacés par les mots " 2.268.878 euros ".

Art. 28. Dans l'article 35sexies, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009 et tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1. au point 2, les mots " 2.603.677 euros " sont remplacés par les mots " 2.603.162 euros ";
2. au point 3, les mots " 2.407.873 euros " sont remplacés par les mots " 2.407.396 euros ".

Art. 29. Dans l'article 36ter, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 11 janvier 2008 et tel que modifié, les mots " 622.788 euros " sont remplacés par les mots " 621.545 euros ".

Art. 30. Dans l'article 36quater, de la même loi, inséré par le décret du 11 janvier 2008 et tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans l'alinéa 1^{er}, les mots " 133.820 euros " sont remplacés par les mots " 133.553 euros ";
2. dans l'alinéa 3, les mots " 14.869 euros " sont remplacés par les mots " 14.839 euros ".

Art. 31. Dans l'article 36quater/1, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 23 mars 2012, les mots " 2.514.830 euros " sont remplacés par les mots " 2.509.811 euros ".

Art. 32. Dans l'article 45, de la même loi, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots " 7.587.796 euros " sont remplacés par les mots " 7.586.293 euros ";
2. dans le § 1bis, alinéa 1^{er}, les mots " 3.439.468 euros " sont remplacés par les mots " 3.438.787 euros ".

**CHAPITRE II. — Disposition modifiant le décret du 5 août 1995
fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles**

Art. 33. Dans l'article 89, § 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, tel que modifié, les mots " 70,39 EUR " sont remplacés par les mots " 70,25 EUR ".

**CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 9 septembre 1996
relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française**

Art. 34. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tel que modifié, les mots " 283.094.904 euros " sont remplacés par les mots " 283.039.315 euros ".

Art. 35. Dans l'article 14, 7^e alinéa, du même décret, tel que modifié, les mots " 252.000 EUR " sont remplacés par les mots " 250.000 EUR ".

Art. 36. Dans l'article 21*quater*, § 1^{er}, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 20 juillet 2005 et tel que modifié, les mots " 11.919.190 EUR " sont remplacés par les mots " 11.895.399 EUR ".

Art. 37. L'article 21*quinquies*, du même décret, tel que modifié, les mots " 521.000 euros " sont remplacés par les mots " 520.000 euros ".

CHAPITRE IV. — *Disposition relative au Centre hospitalier universitaire de Liège*

Art. 38. Dans l'article 10 du décret-programme du 19 décembre 2002 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le Fonds Ecureuil de la Communauté française, l'euro, les institutions universitaires, les 'Centre hospitalier universitaire de Liège, les centres psycho-médico-sociaux, les services de promotion de la santé' à l'école, l'enseignement et le centre technique horticole de Gembloux, tel que modifié, les mots " 2.124.000 euros " sont remplacés par les mots " 2.120.000 euros ".

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant le décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire*

Art. 39. Dans l'article 4, § 1^{er}, du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire, tel que modifié, les mots " 1.680.483 EUR " sont remplacés par les mots " 1.677.129 EUR ".

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant la loi du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts*

Art. 40. L'article 60*quinquies*, § 1^{er}, de la loi du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel qu'inséré par le décret du 9 mai 2008 et tel que modifié, les mots " 139.000 EUR " sont remplacés par les mots " 137.000 EUR ".

Art. 41. Dans l'article 59, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel que modifié, les mots " 67,02 EUR " sont remplacés par les mots " 66,89 EUR ".

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés*

Art. 42. Dans l'article 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, tel que modifié, les mots " 381,40 EUR " et " 253,61 EUR " sont respectivement remplacés par les mots " 380,64 EUR " et " 253,10 EUR ".

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant le décret du 6 octobre 2011 relatif aux supports des cours*

Art. 43. Dans l'article 2, § 1^{er}, du décret du 6 octobre 2011 relatif aux supports des cours, tel que modifié, les mots " 1.002.000 euros " sont remplacés par les mots " 1.000.000 euros ".

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités et la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 44. L'article 39, § 4, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités, tel que modifié, les mots " X 1,002 " sont supprimés.

Art. 45. Dans l'article 12, § 2, alinéa 9, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les mots " X 1,002 " sont supprimés.

TITRE VI. — *Dispositions relatives aux Bâtiments scolaires*

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française*

Art. 46. A l'article 7, § 1^{er}, dernier tiret, du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, inséré par le décret du 17 juillet 2013, le montant de " euro 35.898.000 " est remplacé par " euro 35.826.000 ".

CHAPITRE II. — *Dispositif visant la création de nouvelles places dans les établissements scolaires organisé ou subventionné par la Communauté française en vue de répondre aux évolutions démographiques*

Art. 47. Le présent dispositif règle l'intervention de la Communauté française en matière d'investissements immobiliers en vue de la création de places dans les établissements scolaires d'enseignement fondamental et secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française dans le but spécifique de répondre aux évolutions démographiques.

Art. 48. Des pavillons modulaires sont mis à la disposition d'établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française pour une durée de trois ans maximum, renouvelable tant que le nombre d'élèves inscrits au sein de l'établissement le justifie.

Le nombre global de pavillons modulaires mis à la disposition d'établissements scolaires est déterminé par le Gouvernement.

Ces pavillons modulaires appartiennent à un organisme désigné à cet effet par le Gouvernement, et il en assure la gestion. Il adresse un rapport relatif à leur utilisation au Gouvernement le 31 octobre de chaque année.

Le pouvoir organisateur bénéficiaire d'une mise à disposition renoncera au droit d'accession relatif au terrain sur lequel tout pavillon modulaire concerné par le présent dispositif est installé durant toute la période d'installation.

Art. 49. Le Gouvernement peut subventionner des établissements scolaires en vue de travaux de rénovation, aménagement et transformation de locaux dont ils sont propriétaires ou sur lesquels ils disposent d'un droit réel transféré pour une durée minimale de 20 ans, avec un seuil d'intervention maximal fixé par le Gouvernement.

Ces travaux sont réalisés dans un délai de 24 mois à partir de la date de notification, sauf pour l'Enseignement Officiel subventionné où ce délai est porté à 30 mois. Le Gouvernement peut accorder une dérogation sur demande motivée du pouvoir organisateur.

Les parties de bâtiment concernées par la subvention doivent rester affectées à une fonction d'enseignement pour 20 ans minimum à dater de la réception des travaux.

Art. 50. Pour bénéficier d'une subvention dans le cadre du dispositif défini à l'article précédent, un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné doit céder ou faire céder par le propriétaire s'il ne l'est pas lui-même, sans contrepartie, le droit réel du ou des bâtiments scolaires qui vont bénéficier de la subvention à une société de gestion patrimoniale telle que définie à l'article 10 du Décret relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française :

- en cas d'extension d'un bâtiment;
- en cas de rénovation d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment d'un coût de 400.000 euros au moins.

Art. 51. Les deux opérations prévues aux articles 48 et 49 font l'objet d'un financement à hauteur de 55 millions euros, répartis comme suit :

pour l'enseignement fondamental :

- 7,260 millions pour l'enseignement organisé par la Communauté française;
- 20,720 millions pour l'enseignement officiel subventionné;
- 17,020 millions pour l'enseignement libre subventionné;

— pour l'enseignement secondaire :

- 4,780 millions pour l'enseignement organisé par la Communauté française;
- 1,100 million pour l'enseignement officiel subventionné;
- 4,120 millions pour l'enseignement libre subventionné.

Art. 52. Le présent dispositif est abrogé dès l'épuisement des crédits prévus à l'Article 51.

TITRE VII. — Dispositions relatives à la Recherche

CHAPITRE PREMIER. — *Disposition modifiant le décret du 30 mars 2007 portant diverses mesures en matière de recherche dans les institutions universitaires*

Art. 53. § 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 30 mars 2007 portant diverses mesures en matière de recherche dans les institutions universitaires, modifié par le décret du 17 juillet 2013, le montant " 13.042.453 euros ", accordé pour les fonds spéciaux de recherche, est remplacé par le montant " 13.039.886 euros ".

§ 2. A l'article 6 du même décret, le montant " 13.114.338 euros ", accordé pour les actions de recherches concertées, est remplacé par le montant " 13.111.757 euros ".

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 20 juillet 2000 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique*

Art. 54. § 1^{er}. A l'article 17, alinéa 2, du décret du 20 juillet 2000 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, inséré par le décret du 30 mars 2007, modifié par le décret du 17 juillet 2013, le montant " 8.631.652 euros ", en faveur du Fonds de la Recherche Scientifique FNRS pour le financement des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et l'agriculture est remplacé par "8.630.016 euros".

§ 2. A l'alinéa 4 du même article, inséré par le décret du 24 octobre 2008, modifié par le décret du 17 juillet 2013, le montant complémentaire " 1.996.800 euros " est remplacé par " 1.996.407 euros ".

TITRE VIII. — Dispositions relatives à la Jeunesse

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions modifiant le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse*

Art. 55. § 1^{er}. L'article 86, 7 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse est modifié et remplacé par la disposition suivante :

" 7 l'article 66 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 ".

§ 2. A l'article 86 du même décret, il est ajouté un 8 rédigé comme suit :

" 8 l'article 67bis qui entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement sur proposition unanime de la CCOJ. "

TITRE IX. — Dispositions finales

Art. 56. Les articles 2 à 4, 7, 9, 10, 11, 14, 15, 18 à 21, 1 et 2, 22 à 54 produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2013.

Les autres articles entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Annexe 1^{re}

Dénomination du fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
17. Fonds de emploi des indemnités pour dommages causés au matériel fourni en prêt, du produit de la vente de matériel déclassé et des prêts payants, et de la contribution de partenaires publics	Indemnités pour dommages causés au matériel fourni en prêt, produit de la vente de matériel déclassé et des prêts payants, apport de partenaires publics	Frais de réparation du matériel prêté, achats de pièces détachées nécessaires à la réparation du matériel endommagé, achat de matériel similaire à celui non restitué, reconstitution des stocks
53. Fonds pour le cofinancement d'activités liées à la présidence belge du Comité des ministres du Conseil de l'Europe	Intervention de l'Union européenne dans le financement d'activités liées à la présidence belge de l'Union européenne	Paiement des frais liés aux activités organisées par la Communauté française durant la présidence du Comité des ministres du Conseil de l'Europe

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 décembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

(1) Session 2013-2014

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 571-1. — Avis d'une commission, n° 571-2 à 6. — Amendements en commission, n° 571-7. — Rapport, n° 571-8. — Amendements en séance, n° 571-9.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 décembre 2013.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29170]

18 DECEMBER 2013. — **Programmadecreet houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, cultuur, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs, de schoolgebouwen en onderzoek (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap

HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. De punten 17 en 53 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap worden gewijzigd volgens de tabel gevoegd als bijlage 1 bij dit decreet.

TITEL II. — Bepalingen inzake cultuur

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit*

Art. 2. Artikel 49 van het decreet betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit wordt vervangen als volgt :

“ De centra voor expressie en creativiteit, de federaties van centra voor expressie en creativiteit en de federaties voor amateuristische kunstbeoefening die voor de eerste keer in 2009 de bijkomende subsidie voor tewerkstelling bedoeld in de artikelen 30, 2; 31, 2 en 32, 2 genieten, beschikken over een overgangperiode van zes jaar, te rekenen vanaf 1 januari 2009, om artikel 13, tweede lid, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap toe te passen.

In het kader van de overgangperiode bedoeld in het eerste lid en bij gebrek aan een collectieve overeenkomst binnen de paritaire subcommissie nr. 329.02, voor de betrekkingen gesubsidieerd met toepassing van de artikelen 30, 2, 31, 2 en 32, 2, zijn de verenigingen ertoe gehouden in 2012, in 2013 en in 2014 een minimum van 87 % van de barema's aan 100 % toe te passen, zoals opgenomen in bijlage 2 van de collectieve overeenkomst van 16 september 2002, gesloten binnen de Paritaire commissie voor de socio-culturele sector waarbij de rangschikking van de ambten en de bezoldigingsvoorwaarden bepaald worden voor de sectoren van de Paritaire commissie voor de socio-culturele sector afhankelijk van het Waals Gewest : Leerwerkbedrijven, Instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces, Gewestelijke centra voor de integratie van personen van buitenlandse herkomst, Gewestelijke opdrachten voor arbeidsbemiddeling en de centra voor beroepsopleiding en/of -readaptatie erkend door het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen.

Die afwijking is alleen van toepassing als het bedrag van de bovenvermelde subsidie, opgeteld bij de bezoldiging van het betrokken personeel, onvoldoende zou zijn om de barema's bedoeld in artikel 13, tweede lid van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap te bereiken. ”.

Art. 3. Het eerste lid van artikel 51 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ In afwachting van de beslissingen over de aanvragen om erkenning, blijven de verenigingen die reeds gesubsidieerd worden als centra voor expressie en creativiteit vóór de inwerkingtreding van dit decreet het bedrag van de werkings- en animatiesubsidie genieten die werd ontvangen gedurende het burgerlijk dienstjaar dat voorafgaat aan de inwerkingtreding van dit decreet, geïndexeerd volgens het gezondheidsindexcijfer, gedurende een periode van acht jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit decreet, voor zover ze jaarlijks hun activiteitenverslag uiterlijk voor 31 maart en hun rekeningen voor 30 juni van elk jaar van de overgangperiode indienen en voor zover hun activiteitsvolume niet beduidend afneemt. ”.

TITEL III. — Bepalingen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 4. In artikel 3, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001, 17 december 2009, 15 december 2010, 12 juli 2012 en 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid, worden de woorden “ Het positieve saldo van de dotaties van de voorafgaande jaren (reserves) kan worden aangewend voor energiesparende werken, waarvan het bedrag lager is dan 250.000 euro. De werken waarvan het bedrag hoger is dan 250.000 euro zullen de Regering ter goedkeuring worden voorgelegd. ” toegevoegd na de woorden “ de leerplichtige leerlingen ”.

2. het vijfde lid, 2, c) wordt vervangen als volgt :

“ c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0 % toe te passen op de vaste dotaties van het burgerlijke jaar 2012;

3. in het zevende lid, wordt 12 vervangen als volgt :

“ 12 in 2014, met 0 % voor alle scholen en vestigingen die bij dit artikel betrokken zijn. ”.

4 het zevende lid wordt aangevuld met een 13, luidend als volgt :

“ 13 in 2015 met :

a) 1,9733 % voor de andere scholen dan de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen :

— van de klassen, genummerd van 1 tot 3 a overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,9480 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 13 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,9833 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 14 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,9876 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 15 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,9919 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 16 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,9962 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 17 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 2,0006 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 18 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 2,0049 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 19 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 2,0093 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 2,0137 % zullen genieten;

b) 1,8410 % voor de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen :

— van de klassen, genummerd van 1 tot 3 a overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8223 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 13 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8503 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 14 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8543 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 15 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8583 % zullen genieten;

- van de klas genummerd 16 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8624 % zullen genieten;
- van de klas genummerd 17 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8665 % zullen genieten;
- van de klas genummerd 18 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8705 % zullen genieten;
- van de klas genummerd 19 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8746 % zullen genieten;
- van de klas genummerd 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8788 % zullen genieten.”;

5. het achtste lid, c), wordt vervangen als volgt :

“c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0 % toe te passen op de verhogingen van het jaar 2012;”.

Art. 5. Het eerste lid en het tweede lid van § 3 bis van artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden vervangen door de volgende leden :

“ Iedere inrichting ontvangt 75 % van de vaste dotatie die overeenkomstig § 3 wordt bepaald. Voor het gewone en gespecialiseerde basisonderwijs en het gewone en gespecialiseerde secundair onderwijs, wordt een deel van het saldo verdeeld door toepassing van een differentiatiestelsel overeenkomstig het decreet van 28 april 2004 betreffende de gedifferentieerde financiering van de instellingen voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs en secundair onderwijs, en wordt de rest, verhoogd met de afhouding van 14 % bedoeld in artikel 18, § 1, van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, door de Regering verdeeld volgens de in het tweede lid bepaalde procedure en criteria over het geheel van de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs en secundair onderwijs. Voor het onderwijs voor sociale promotie, wordt het saldo door de Regering verdeeld volgens de procedure en de criteria die in het tweede lid vastgesteld zijn voor het geheel van de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie.

Voor de verdelingen bedoeld in het eerste lid, zowel voor de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs als voor de inrichtingen voor sociale promotie, baseert de Regering zich op de voorstellen van de algemene dienst onderwijs van de Franse Gemeenschap. Die voorstellen hebben tot doel, op grond van de beschikbare middelen, de behoorlijk met redenen omklede vragen van de inrichtingshoofden op grond van één of meer van de volgende criteria te beantwoorden :

- a) het aantal of de bijzondere toestand van de leden van het werklieden- of meesterspersoneel;
- b) de energiebehoeften;
- c) de specificiteit van sommige opties waarvoor belangrijke werkmiddelen vereist zijn;
- d) lokalen en/of oppervlakten die te groot zijn voor de schoolbevolking;
- e) de budgettaire en/of financiële toestand;
- f) bepaalde toestanden die uit uitzonderlijke omstandigheden of overmacht voortvloeien.

In afwijking van het eerste lid, in 2014, krijgt elke inrichting 70,95 % van de overeenkomstig § 3 bepaalde vaste dotatie, en blijft 4,05 % voor de Schatkist.

Er wordt een bedrag van 20.573,18 EUR uitgetrokken voor ieder lid van het werklieden- of meesterspersoneel, met inbegrip van de amanuensissen, die in vast verband benoemd zijn en voor de inrichting aangewezen zijn. Dat bedrag wordt tot passend beloop verminderd bij afwezigheid of ziekte van meer dan één maand van het personeelslid gedurende het lopende burgerlijk jaar of in verhouding tot een halftijdse benoeming in vast verband. Dat bedrag wordt jaarlijks gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen bepaald bij het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.”.

Art. 6. In artikel 12, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001, 17 december 2009, 15 december 2010, 12 juli 2012 en 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het tweede lid wordt vervangen door een lid, luidend als volgt :

Dat inschrijvingsrecht wordt berekend als volgt :

1. een vast deel ten bedrage van :

- a) op 1 september 2013, 20,75 euro;
- b) vanaf 1 september 2014, 25 euro;

2. Een deel, berekend op grond van het aantal lestijden van 50 minuten waarop de inschrijving betrekking heeft :

a) in het secundair onderwijs voor sociale promotie :

— op 1 september 2013 : 0,19 euro per lestijd van 50 minuten tot de 800ste lestijd. Boven die lestijd wordt geen inschrijvingsrecht geïnd.

Vanaf 1 september 2014 : 0,22 euro per lestijd van 50 minuten tot de 800ste lestijd. Boven die lestijd wordt geen inschrijvingsrecht geïnd;

b) in het hoger onderwijs voor sociale promotie :

— op 1 september 2013 : 0,29 euro per lestijd van 50 minuten tot de 750ste lestijd. Boven die lestijd, wordt geen inschrijvingsrecht geïnd;

— vanaf 1 september 2014 : 0,35 euro per lestijd van 50 minuten tot de 800ste lestijd. Boven die lestijd wordt geen inschrijvingsrecht geïnd.

2. In het zevende lid wordt “ 2012 ” vervangen door “ 2014 ”.

Art. 7. In artikel 32, § 2, van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001, 17 december 2009, 12 juli 2012 en 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het tweede lid, wordt de bepaling “ - Voor het jaar 2014 : 117.379.363,44 _ ” vervangen als volgt :

“ — Voor het jaar 2014 : 109.854.214,59 euros;

— Vanaf het jaar 2015 : 117.379.363,44 euros. ”;

2. het zevende lid, c) wordt vervangen als volgt :

“ c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

3. het achtste lid, c) wordt vervangen als volgt :

“ c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

Art. 8. In artikel 34, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001, 17 december 2009, 12 juli 2012 en 17 juli 2013, worden de woorden “ -20.148.785,69 _ voor het jaar 2014 ” vervangen als volgt :

“ — 18.806.166,33 _ voor het jaar 2014;

— 20.184.785,69 _ vanaf het jaar 2015”.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 9. In artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, wordt punt c) van het laatste lid vervangen als volgt :

“ c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012; ”

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie*

Art. 10. Artikel 56, c), van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt vervangen als volgt :

“ c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012; ”

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd*

Art. 11. In artikel 18, § 1, van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, zoals gewijzigd bij de decreten van 17 december 2009, 12 juli 2012 en 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. de woorden “gedurende de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 en 2014” worden vervangen door de woorden “gedurende de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 en 2015”;

2. het eerste streepje c) wordt vervangen als volgt :

“ c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

3. twee leden worden toegevoegd, luidend als volgt :

“ in afwijking van het eerste lid, in 2014, worden de begrotingsdotaties met 4,05 % afgetrokken van de begrotingsdotaties, berekend overeenkomstig het eerste lid, 1ste streepje. Voor de jaren 2015 en volgende, worden de begrotingsdotaties berekend zonder de vermindering van 4,05 % in 2014 mee te rekenen.

In 2014 en 2015, wordt 14 % van de volgens het eerste lid en het tweede lid berekende begrotingsdotaties geïnd en over de inrichtingen herverdeeld overeenkomstig het eerste lid en het tweede lid van § 3 bis van artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. ”

HOOFDSTUK V. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 juli 2001 waarbij rekening wordt gehouden met de organisatie van levensbeschouwelijke cursussen in het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij en officieel onderwijs*

Art. 12. In artikel 2 van het decreet van 12 juli 2001 waarbij rekening wordt gehouden met de organisatie van levensbeschouwelijke cursussen in het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij en officieel onderwijs, worden de woorden “ - 7.350.043,01 euros in 2014 ” vervangen als volgt :

“ — 6.860.263,95 euros in 2014;

7.350.043,01 euros vanaf 2015. ”.

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden*

Art. 13. In artikel 12 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, wordt § 3 vervangen als volgt :

“ § 3. De in § 1 bedoelde aanrekeningen moeten uiterlijk worden verricht op de dotaties of subsidies die verschuldigd zijn voor het tweede schooljaar volgend op het schooljaar dat de vervoerkosten heeft voortgebracht. Als het in paragraaf 4 bepaalde percentage wordt overschreden, worden de financiële lasten voortvloeiend uit de terugbetaling :

a) aan de inrichtingshoofden bedoeld in § 1, aangerekend, op grond van de beschikbare middelen, op het gemutualiseerde totaal van het in § 1 eerste lid en derde lid bedoelde saldo van het geheel van de overeenkomstig § 2 bepaalde werkingsdotaties;

b) aan de inrichtende machten bedoeld in § 1, aangerekend, op grond van de beschikbare middelen, op het gemutualiseerde totaal van het in § 1, tweede lid en vierde lid bedoelde saldo van het geheel van de overeenkomstig § 2 bepaalde werkingsubsidies. ”

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs*

Art. 14. In artikel 24 van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs wordt het derde lid, a), vervangen als volgt :

“ In afwijking van het tweede lid :

“ a) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012; ”.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

Art. 15. In artikel 110, § 1, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt het tweede lid, c) vervangen als volgt :

“ c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012; ”.

HOOFDSTUK IX. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs*

Art. 16. Artikel 4, § 1, tweede lid van het decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs, wordt aangevuld met een 4, luidend als volgt :

“ 4) 7.147.000 euro voor 2014. ”.

HOOFDSTUK X. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 26 maart 2009 tot toekenning van bijkomende middelen aan schoolinrichtingen voor de preventieadviseur*

Art. 17. In artikel 9 van het decreet van 26 maart 2009 tot toekenning van bijkomende middelen aan schoolinrichtingen voor de preventieadviseur, worden de woorden “ op 1 september 2014 ” vervangen door de woorden “ op 1 januari 2015 ”.

HOOFDSTUK XI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving*

Art. 18. In artikel 6, § 3, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt het eerste lid , c) vervangen als volgt :

“ c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

Art. 19. In artikel 7, § 3, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt het eerste lid , c) vervangen als volgt :

“ c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012; ”.

TITEL IV. — *Bepalingen in verband met het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

Art. 20. In artikel 22 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, zoals gewijzigd, worden de woorden “ 664.687 euro ” vervangen door de woorden “ 663.801 euro ”.

TITEL V. — *Bepalingen in verband met de financiering van het universitair en niet universitair hoger onderwijs*

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling*

Art. 21. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1, eerste lid, worden de woorden “ 109.767.776 euro ” vervangen door de woorden “ 109.746.039 euro ”;

2. in § 2, eerste lid, worden de woorden “ 324.521.372 euro ” vervangen door de woorden “ 324.457.107 euro ”;

3. in § 7, worden de woorden “ 2024 ” en “ 2025 tot 2026 ” respectievelijk vervangen door de woorden “ 2025 ” en “ 2026 tot 2027 ”, en wordt de laatste zin van het eerste lid aangevuld als volgt : “ en de jaarlijkse verhoging voor het begrotingsjaar 2013 bedraagt nul euro. ” vervangen door de woorden “ , en de jaarlijkse verhogingen voor de begrotingsjaren 2013 en 2014 bedragen nul euro. ”.

Art. 22. In artikel 32 bis, eerste lid, van dezelfde wet, zoals gewijzigd, worden de woorden “ 8.407.375 euro ” vervangen door de woorden “ 8.405.710 euro ”.

Art. 23. In artikel 35, eerste lid, 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 19 mei 2004, zoals gewijzigd, worden de woorden " 4.887.021 euro " vervangen door de woorden " 4.886.054 euro ".

Art. 24. In artikel 35bis, eerste lid, 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 13 december 2007, zoals gewijzigd, worden de woorden " 3.125.627 euro " vervangen door de woorden " 3.125.008 euro ".

Art. 25. In artikel 35ter, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in punt 2, worden de woorden " 3.023.416 euro " vervangen door de woorden " 3.022.817 euro ";
2. in punt 3, worden de woorden " 2.483.386 euro " vervangen door de woorden " 2.482.895 euro ".

Art. 26. In artikel 35quater, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in punt 2, worden de woorden " 2.355.645 euro " vervangen door de woorden " 2.355.178 euro ";
2. in punt 3, worden de woorden " 3.033.915 euro " vervangen door de woorden " 3.033.315 euro ".

Art. 27. In artikel 35quinquies, eerste lid, 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de woorden " 2.269.327 euro " vervangen door de woorden " 2.268.878 euro ".

Art. 28. In artikel 35sexies, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in punt 2, worden de woorden " 2.603.677 euro " vervangen door de woorden " 2.603.162 euro ";
2. in punt 3, worden de woorden " 2.407.873 euro " vervangen door de woorden " 2.407.396 euro ".

Art. 29. In artikel 36ter, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 11 januari 2008, zoals gewijzigd, worden de woorden " 622.788 euro " vervangen door de woorden " 621.545 euro ".

Art. 30. In artikel 36quater, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 11 januari 2008, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid, worden de woorden " 133.820 euro " vervangen door de woorden " 133.553 euro ";
2. in het derde lid, worden de woorden " 14.869 euro " vervangen door de woorden " 14.839 euro ".

Art. 31. In artikel 36quater/1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 23 maart 2012, worden de woorden " 2.514.830 euro " vervangen door de woorden " 2.509.811 euro ".

Art. 32. In artikel 45 van dezelfde wet, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1, eerste lid, worden de woorden " 7.587.796 euro " vervangen door de woorden " 7.586.293 euro ";
2. in § 1bis, eerste lid, worden de woorden " 3.439.468 euro " vervangen door de woorden " 3.438.787 euro ".

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

Art. 33. In artikel 89, § 3, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, zoals gewijzigd, worden de woorden "70,39 EUR" vervangen door de woorden "70,25 EUR".

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

Art. 34. In artikel 10, eerste lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, zoals gewijzigd, worden de woorden "283.094.904 euro" vervangen door de woorden "283.039.315 euro".

Art. 35. In artikel 14, 7de lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd, worden de woorden "252.000 EUR" vervangen door de woorden "250.000 EUR".

Art. 36. In artikel 21quater, § 1 van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005, en zoals gewijzigd, worden de woorden " 11.919.190 EUR " vervangen door de woorden " 11.895.399 EUR ".

Art. 37. In artikel 21quinquies van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd, worden de woorden " 521.000 euro " vervangen door de woorden " 520.000 euro "

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling in verband met het " Centre hospitalier universitaire de Liège "*

Art. 38. In artikel 10 van het programmadecreet van 19 december 2002 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het " Fonds Ecureuil " van de Franse Gemeenschap, de euro, de universitaire instellingen, het " Centre hospitalier universitaire de Liège ", de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor de gezondheidspromotie op school, het onderwijs en het " Centre technique horticole de Gembloux ", zoals gewijzigd, worden de woorden " 2.124.000 euro " vervangen door de woorden " 2.120.000 euro ".

HOOFDSTUK V. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 20 juli 2005
betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs*

Art. 39. In artikel 4, § 1, van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs, zoals gewijzigd, worden de woorden " 1.680.483 EUR " vervangen door de woorden " 1.677.129 EUR ".

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

Art. 40. In artikel 60 quinquies, § 1, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), zoals ingevoegd bij het decreet van 9 mei 2008, zoals gewijzigd, worden de woorden " 139.000 EUR " vervangen door de woorden " 137.000 EUR ".

Art. 41. In artikel 59, eerste lid, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), zoals gewijzigd, worden de woorden " 67,02 EUR " vervangen door de woorden " 66,89 EUR ".

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen*

Art. 42. In artikel 2, tweede lid en derde lid, van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, zoals gewijzigd, worden de woorden " 381,40 EUR " en " 253,61 EUR " respectief vervangen door de woorden " 380,64 EUR " en " 253,10 EUR ".

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 6 oktober 2011 betreffende de cursusdragers*

Art. 43. In artikel 2, § 1, van het decreet van 6 oktober 2011 betreffende de cursusdragers, zoals gewijzigd, worden de woorden " 1.002.000 euro " vervangen door de woorden " 1.000.000 euro ".

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling en de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 44. In artikel 39, § 4, derde lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, worden de woorden " X 1,002 " geschrapt.

Art. 45. In artikel 12, § 2, negende lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de woorden " X 1,002 " geschrapt.

TITEL VI. — Bepalingen in verband met de schoolgebouwen

HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 46. § 1. In artikel 7, § 1, laatste streepje, van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2013, wordt het bedrag " euro 35 898 000 " vervangen door het " euro 35 826 000 ".

HOOFDSTUK II. — *Stelsel tot oprichting van nieuwe plaatsen in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde schoolinrichtingen om aan de demografische evolutie te beantwoorden*

Art. 47. Dit stelsel regelt de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de investeringen inzake onroerende goederen met het oog op de creatie van plaatsen in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde schoolinrichtingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs met als specifiek doel aan de demografische evolutie te beantwoorden.

Art. 48. Modulaire paviljoenen worden ter beschikking gesteld van door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde schoolinrichtingen voor een hernieuwbare periode van hoogstens drie jaar, zolang het aantal leerlingen die in de inrichting ingeschreven zijn dit rechtvaardigt.

Het globale aantal modulaire paviljoenen die ter beschikking van schoolinrichtingen ter beschikking worden gesteld, wordt door de Regering bepaald.

Die modulaire paviljoenen behoren tot een door de Regering daartoe aangewezen instelling, die er het beheer van waarneemt. Ze deelt de Regering een verslag over het gebruik ervan op 31 oktober van elk jaar mee.

De inrichtende macht die een terbeschikkingstelling geniet, ziet af van het toegangsrecht betreffende het terrein waarop elk modulair paviljoen waarop dit stelsel betrekking heeft, gelegen is, gedurende de hele duur van de installatie.

Art. 49. De Regering kan schoolinrichtingen subsidiëren met het oog op werken voor de renovatie, de inrichting en de verbouwing van lokalen waarvan ze eigenaar zijn of waarop ze een zakelijk recht hebben dat voor een minimumduur van 20 jaar overgedragen is, met een door de Regering vast te stellen maximumdrempel voor de tegemoetkoming.

Die werken worden uitgevoerd binnen een termijn van 24 maanden, te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving, behalve voor het officieel gesubsidieerd onderwijs, waar die termijn op 30 maanden wordt gebracht. De Regering kan een afwijking toestaan op met redenen omklede aanvraag van de inrichtende macht.

De delen van het gebouw waarop de subsidie betrekking heeft, moeten bestemd blijven voor een onderwijsambt voor minstens 20 jaar, te rekenen vanaf de oplevering van de werken.

Art. 50. Om een subsidie te kunnen genieten in het kader van het in het vorige artikel bepaalde stelsel, moet een inrichtende macht van het vrij gesubsidieerd onderwijs het zakelijke recht van het of de schoolgebouwen die de subsidie zullen genieten, zonder tegenprestatie, afstaan of doen afstaan door de eigenaar als zij dit niet is, aan een vermogensbeheervenootschap, zoals bepaald in artikel 10 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap :

- bij uitbreiding van een gebouw;
- bij renovatie van een gebouw of het deel van een gebouw dat minstens 400.000 euro kost.

Art. 51. De twee verrichtingen bedoeld in de artikelen 48 en 49 worden ten bedrage van 55 miljoen euro gefinancierd, verdeeld als volgt :

- voor het basisonderwijs :
- 7,260 miljoen voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs;
- 20,720 miljoen voor het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- 17,020 miljoen voor het vrij gesubsidieerd onderwijs;
- voor het secundair onderwijs :
- 4,780 miljoen voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs;
- 1,100 miljoen voor het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- 4,120 miljoen voor het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Art. 52. Dit stelsel wordt opgeheven zodra de in artikel 51 bedoelde kredieten uitgeput zijn.

TITEL VII. — Bepalingen in verband met Onderzoek

HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 maart 2007 houdende diverse maatregelen inzake onderzoek in de universitaire instellingen*

Art. 53. § 1. In artikel 1 van het decreet van 30 maart 2007 houdende diverse maatregelen inzake onderzoek in de universitaire instellingen, wordt het bedrag " 13.042.453 euro ", toegekend voor de bijzondere onderzoeksfondsen, vervangen door het bedrag " 13.039.886 euro ".

§ 2. In artikel 6 van hetzelfde decreet, wordt het bedrag " 13.114.338 euro ", toegekend voor de overlegde onderzoeksacties, vervangen door het bedrag " 13.111.757 euro ".

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 juli 2000 houdende verschillende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek*

Art. 54. § 1. In artikel 17, tweede lid, van het decreet van 20 juli 2000 houdende verschillende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek, ingevoegd bij het decreet 30 maart 2007, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2013, wordt het bedrag " 8.631.652 euro ", toegekend aan het " Fonds de la Recherche Scientifique – FNRS " met het oog op de financiering van de opleidingsbeurzen voor het onderzoek in de nijverheid en de landbouw, vervangen door " 8.630.016 euro ".

§ 2. In het vierde lid van hetzelfde artikel, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2008, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2013, wordt het aanvullende bedrag " 1.996.800 euro " vervangen door " 1.996.407 euro ".

TITEL VIII. — Bepalingen betreffende de Jeugd

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties*

Art. 55. § 1. Artikel 86, 7 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties wordt vervangen door de volgende bepaling :

" 7 artikel 66, dat op 1 januari 2015 in werking treedt ".

§ 2. In artikel 86 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 8 toegevoegd, luidend als volgt :

" 8 artikel 67 bis, dat in werking treedt op een datum die door de Regering op unaniem voorstel van de Adviescommissie voor de jeugdorganisaties wordt bepaald. ".

TITEL IX. — *Slotbepalingen*

Art. 56. De artikelen 2 tot 4, 7, 9, 10, 11, 14, 15, 18 tot 21, 1 en 2, 22 tot 54 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

De andere artikelen treden in werking op 1 januari 2014.

Bijlage 1

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de ontvangsten met een speciale bestemming	Doel van de toegestane uitgaven
17. Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel, de opbrengst van de verkoop van gedeclasseerd materieel, en de bijdrage van de openbare partners	Vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel, opbrengst van de verkoop van gedeclasseerd materieel en betaalluitelingen, bijdrage van openbare partners	Kosten voor herstelling van uitgeleend materieel, aankoop van onderdelen die noodzakelijk zijn voor de herstelling van het beschadigd materieel, aankoop van materieel dat gelijksoortig is met het niet teruggegeven materieel, nieuwe opbouw van voorraden
53. Fonds voor de cofinanciering van activiteiten in verband met het Belgische voorzitterschap van het Comité van Ministers van de Raad van Europa	Tegemoetkoming van de Europese Unie in de financiering van activiteiten in verband met het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie	Betaling van de kosten in verband met activiteiten die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd gedurende het voorzitterschap van het Comité van Ministers van de Raad van Europa

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

Zitting 2013 – 2014

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 571-1.- Advies van een commissie, nr. 571-2 tot 6.- Commissie-amendementen, nr. 571-7.- Verslag, nr. 571-8.- Vergaderingsamendementen, nr. 571-9.

Integraal verslag. — Bespreking en en aanneming. Vergadering van 18 december 2013.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29187]

23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, plus particulièrement l'article 47, remplacé par le décret de la Communauté française du 29 novembre 2012;

Vu l'avis n° 120 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 11 mars 2013;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 3 et 9 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu l'avis 53.813/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 septembre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative est modifié comme suit :

« § 1^{er}. Le service d'accueil et d'aide éducative, ci après dénommé le service, a pour mission :

1° à titre principal, d'organiser l'accueil collectif et l'éducation de jeunes qui nécessitent une aide en dehors de leur milieu de vie;